[n° Solferino 19 janvier 2007]

Gauche populaire • et antilibérale

Photo ©Xavier Lambours / Editing

Marie-George Buffet : Vivre mieux On y a droit !

Pour qui vous engagez-vous dans cette campagne ?
Pour les femmes et les hommes menacés de licenciement ou de délocalisation, celles et ceux qui travaillent et n'arrivent pas à joindre les deux bouts, toutes celles et ceux dont on bafoue la dignité et qui veulent vivre mieux. Pour cela, il faut battre la droite et sortir du renoncement à gauche. Je veux porter une gauche de combat et de courage. Pour gagner une sécurité d'emploi et de formation. Pour gagner un vrai droit au logement et des salaires dignes. Pour gagner une école de la réussite et de l'égalité. Trop d'hommes et de femmes sont réduits au silence. Notre pays a besoin d'une VIe République qui donne de vrais pouvoirs aux salariés dans l'entreprise, aux citoyens et citoyennes dans la vie publique et le droit de vote aux résidents étrangers. Je veux agir comme féministe contre les mentalités rétrogrades qui entretiennent les inégalités.

Vous pensez que cela peut changer à gauche ?
Une majorité d'électrices et d'électeurs aspirent à une gauche populaire et antilibérale. C'est pour cela que nous avons gagné le référendum contre la Constitution libérale de l'Europe. Nous sommes des millions à vouloir une gauche vraiment à gauche. A nous toutes et tous ensemble de prolonger l'esprit de la campagne du 29 mai. Dans les quartiers, dans les entreprises, créons un mouvement de contestation et de proposition pour une autre politique, pour une majorité vraiment à gauche.

Où allez-vous les trouverles moyens financiers?
Prenons quelques exemples : le SMIC à 1500 € tout de suite, cela coûte 9 milliards, soit autant que la seule augmentation en 2005 des dividendes reçus par les actionnaires des sociétés du CAC 40. Les cadeaux fiscaux de la droite aux 10% de foyers les plus riches coûtent 30 milliards au budget de l'Etat. Pour dégager des moyens financiers, une grande réforme de la fiscalité est nécessaire et, pour financer notre protection sociale, les revenus financiers doivent cotiser comme les revenus du travail.

Mais cela est-il possible avec la mondialisation, l'Europe libérale?
Bien sûr, les tenants de la pensée unique nous disent, comme en 2005, que rien n'est possible. Le 29 mai 2005, c'est l'Europe des peuples qui a gagné le référendum contre le tout marchand et l'égoïsme libéral. Nous nous sommes retrouvés ensuite, toutes et tous ensemble, dans les luttes face à la droite et à l'extrême droite. Les jeunes ont gagné le retrait du CPE. Rien n'est possible ? Et pourtant les peuples d'Amérique latine montrent que l'espoir peut se lever. Lors des prochaines élections, ensemble, nous pouvons une nouvelle fois bousculer les pronostics. Construisons une nouvelle majorité à gauche pour construire l'Europe du progrès social et de la démocratie. Je veux affronter la tyrannie des actionnaires et des marchés pour rendre l'argent utile aux hommes et aux femmes de ce pays. Ensemble, nous pouvons tout changer.

MEETING < zénith < 23 janvier < 19h00

SIX QUESTIONS À MARIE-GEORGE BUFFET

« Une priorité : de bons salaires pour tous »

Amar Bellal, *salarié, militant dans un quartier populaire.*

Le gouvernement claironne que le chômage baisse. Les salaires sont très bas et la précarité explose, que ferez-vous pour les salarié-es ?

M-G Buffet :

Je fais trois propositions. Un, briser le tabou des salaires : oui, il faut dés 2007 le Smic à 1500 € et une négociation pour relever les salaires. Deux, je m'oppose à la casse du Code du travail et à la précarité et je revendique une Sécurité d'emploi ou de formation pour toutes et tous qui assure un bon revenu à chacun tout au long de la vie. Trois, favoriser la création d'emploi, c'est aussi relancer une politique industrielle et de service dynamique et investir massivement dans la recherche. Enfin, il est nécessaire de reprendre une politique progressiste de réduction du temps de travail et vraiment créatrice d'emploi.



« Le chantage permanent aux délocalisations »

Marie-Hélène Bourlard, *déléguée CGT, entreprise ECCE à Poix du Nord dans le Val-de-Sambre.*

Les emplois dans l'entreprise sont passés de 800 à 150 en moins de vingt ans. Aujourd'hui, on nous menace de délocalisation. Comment empêcheriez-vous ça ?

M-G Buffet :

Oui, il y a dans ce pays des patrons et des actionnaires qui pratiquent le chantage permanent pour réduire les emplois et faire pression sur les conditions de travail. Les règles du jeu doivent changer. Les salarié-es doivent disposer de droits nouveaux et pouvoir s'opposer aux licenciements quand l'entreprise fait des profits. Je propose de nouveaux pouvoirs pour les Comités d'entreprise, les représentants des salariés et les élus locaux, notamment contre les licenciements et les délocalisations. Enfin, pour dissuader les délocalisations, taxons les réimportations des produits de ces entreprises délocalisées.

«Défendre la liberté de création»



Virginie Berland, *marionnettiste*

Depuis la réforme du MEDEF et de la CFDT, 20 000 intermittents sont exclus du métier et, depuis janvier, 34 000 artistes et techniciens sont menacés. Que proposez-vous ?

M-G Buffet :

Pour le MEDEF, il y a trop d'artistes, trop d'enseignants, trop d'infirmières, trop de postiers, trop de service public. Mon soutien aux intermittents du spectacle est total ; cette profession est en danger. C'est pour cela que je soutiens la proposition de loi élaborée par le mouvement des intermittents. Défendre la liberté de création et la diversité culturelle contre les grands groupes des industries culturelles nécessite un système de solidarité et de développement public. Le budget culture doit être porté à 1% des richesses créées (PIB).

«Tout le monde peut apprendre, tout le monde peut réussir»

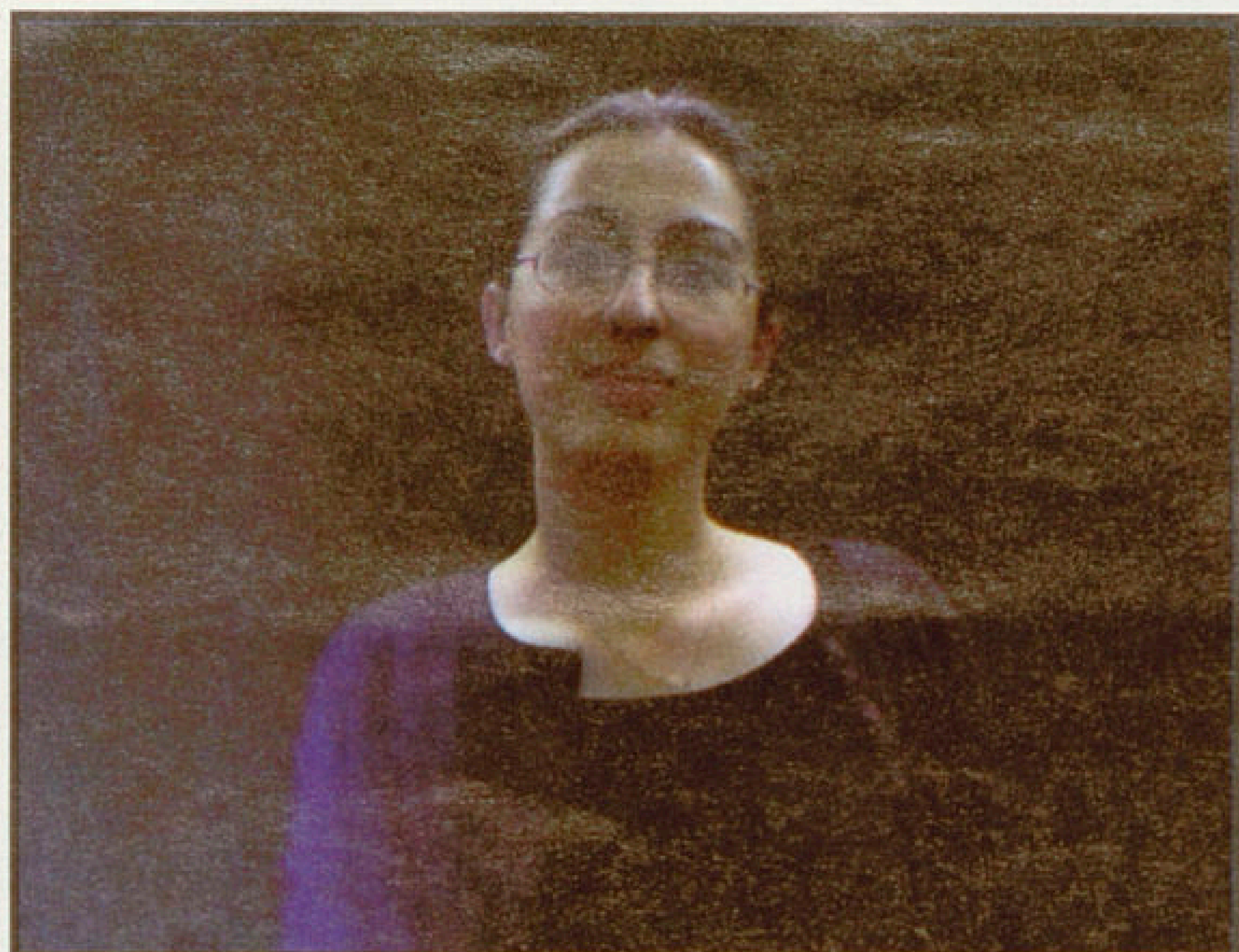
Philippe Rousseau, *professeur de langue et de littérature grecques*

L'éducation et la recherche manquent de moyens et d'emplois. On parle de donner sa chance à tous mais la réalité est bien différente. Que proposez-vous ?

M-G Buffet :

La réalité, c'est aujourd'hui une école à plusieurs vitesses. L'école se marchandise. Notre système éducatif, de la maternelle au supérieur, doit permettre à chacun d'atteindre le plus haut niveau de culture commune. C'est indispensable pour développer notre économie et relever tous les défis technologiques, écologiques et humains. Nous proposons un plan de lutte contre les inégalités et une mobilisation pour l'éducation prioritaire. L'école a besoin de plus d'adultes qualifiés, de l'enseignant en passant par les infirmières ou les psychologues scolaires. A l'université, il faut ouvrir le recrutement de nombreux enseignants-chercheurs et donner aux étudiants issus des familles populaires les moyens d'étudier, de se loger, de se nourrir correctement. Enfin, l'effort de recherche doit être doublé en cinq ans.

«Le monde est malade de la course au profit»



Astrée, 20 ans, étudiante

On dit qu'un autre monde est possible. Mais peut-on vraiment agir sur le cours des choses ?

M-G Buffet :

Le monde est malade de la course acharnée au profit, des ambitions de puissance, des dominations économiques et militaires. Nous ne sommes pas condamnés à subir ces inégalités monstrueuses. La mondialisation a été construite par les puissants : à nous de la reconquérir ! L'Europe pourrait devenir le puissant levier d'une autre mondialisation. Ensuite, il faut démocratiser les institutions internationales et en particulier l'ONU et l'OMC. L'agriculture, l'eau, la culture, la santé ne sont pas des marchandises. Il faut un nouveau modèle mondial de développement placé sous le signe du service public et des coopérations. Je pense en particulier aux médicaments et à la lutte contre le Sida.

«Banlieue : notre jeunesse est une richesse»

***Question posée par le collectif national* A.C.LEFEU**

Les cités sont toujours sous pression. Rien n'a changé depuis l'automne 2005. Si vous étiez élue, quelles seraient les mesures immédiates que vous prendriez ?

M-G Buffet :

Comment la colère pourrait-elle disparaître ? Les opérations médiatisées de Nicolas Sarkozy n'ont rien changé. Le fond, c'est arrêter de considérer la jeunesse et nos banlieues comme un problème mais au contraire comme une richesse pour le pays. Trois priorités. Un, améliorer les conditions de vie, lutter contre les ségrégations. Deux, se battre pour l'excellence éducative en banlieue de la maternelle à la fac. Et cela veut dire des moyens réels. Trois, contre l'insécurité, une police de proximité, ancrée dans les quartiers et doter la justice des moyens pour la réparation, la sanction et l'insertion.





Planète bleue : la maison brûle... toujours

Le 20 novembre 2006, Marie-George Buffet était l'une des premières responsables politiques à signer le pacte écologique proposé par Nicolas Hulot, considérant comme lui que les enjeux écologiques constituaient une priorité pour la France et pour le monde. Notant que « l'enjeu écologique est un enjeu de transformation de la société au même titre que les questions soiales », elle en appelait à des « politiques publiques alternatives, volontaristes, ambitieuses, en rupture avec les logiques libérales et productivistes ». Pour Marie-George Buffet, « l'effort numéro 1 doit porter sur la réduction des gaz à effet de serre ». Il faut se préparer à la société post-pétrolière et développer les alternatives à la voiture. De nombreuses grandes villes sont en retard d'équipement en matière de transports en commun. Tramway, métro, bus, il faut diversifier partout l'offre de transport. Il faut, de même développer le ferroutage (en Europe, les camions restent le moyen privilégié de transport de marchandises).

Toutes et tous ensemble !

Ensemble, avec la gauche populaire et antilibérale, menons campagne, faisons circuler les idées, les propositions, les actions pour que dès 2007 cela change dans notre pays.

Nom/Prénom

Adresse :

E-mail :

Tél. :

Site : www.mgbuffet.org < E-mail : contact@mgbuffet.org
A renvoyer à : Marie-George Buffet
2, place du Colonel-Fabien 75167 Paris Cedex 19



Photo ©Fabrice Nicolle

un toit un droit

Sous la pression des mobilisations, tout le monde fait de grandes déclarations sur le logement. Le Président de la République, après 12 ans d'inaction, annonce en direct à la télévision une loi pour le droit au logement opposable pour tous. Près de 100 000 sans-logis, des centaines de milliers de demandeurs de logement, des millions de mal-logés… qui découvre cette situation ? Salarié-es, précaires, nous subissons les loyers trop chers, les salaires trop bas, la pénurie de logements sociaux. Et pendant ce temps, chez Nicolas Sarkozy, à Neuilly, il n'y a que 3% de logements sociaux. La gauche populaire et antilibérale propose un programme de construction de 600 000 logements sociaux en 5 ans répartis sur toutes les villes et une revalorisation de l'aide à la pierre et à la personne. Les loyers doivent être bloqués pour ne plus excéder 20% des revenus des personnes. Pour cela, un service public national du logement est nécessaire.

zénith
19h00

MEETING
23 janvier
Marie-George Buffet

Paris < M° Porte-de-Pantin

Ne pas jeter sur la voie publique - 01 <01<2007 - iov69200®

Gauche populaire • et antilibérale